

**Réponse de Altice France-SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de  
décision d'analyse du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques  
de génie civil de boucle locale**

**Consultation publique du 20 février au 3 avril 2023**

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Au terme de son analyse, l'ARCEP retient la même définition de marché en termes de produits et services et la même délimitation géographique (nationale) que dans sa décision d'analyse de marché n°2020-1445.

Le périmètre de l'analyse de marché porte ainsi sur les offres de mise à disposition d'appuis aériens et offres d'accès aux infrastructures de génie civil souterraines mobilisables pour le déploiement de réseaux de boucle locale et de collecte, à l'exclusion de l'occupation des galeries visitables des réseaux d'assainissement et des offres d'accès au génie civil de réseaux autres que des réseaux de communications électroniques, et autres que les offres d'accès aux appuis aériens exploités par Enedis.

Altice France partage cette analyse prospective de l'ARCEP pour le prochain cycle d'une durée de cinq ans et notamment la prise en compte de la finalité de déploiement des réseaux de collecte, intégrée dans la définition du périmètre de l'accès au génie civil lors du 6ème cycle d'analyse.

Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Au terme de son analyse, l'ARCEP estime qu'Orange exerce une influence significative sur ce marché.

Altice France relève de cette analyse quantitative que *"Orange possède de l'ordre de 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux, et utilise au total de l'ordre de 18 millions de supports aériens en prenant en compte les poteaux utilisés en commun avec la distribution d'électricité, généralement gérés par Enedis."*

Cinq millions d'appuis d'électricité, généralement gérés et exploités par Enedis, sont donc mobilisés par un réseau filaire d'Orange.

En outre, l'Arcep indique que *"à la fin du second trimestre 2021, 420 250 km de câbles de boucle locale étaient déployés dans le génie civil et sur les supports aériens d'Orange par les opérateurs alternatifs pour leurs déploiements de fibre optique FttH ou FttLA, soit une augmentation de 51% en un an"* grâce au recours à l'offre régulée GC BLO.

En comparaison il est intéressant de constater que Orange, à lui seul, a déployé *"près de 307 889 km de câbles de boucle locale"* dans ses propres infrastructures.

### S'agissant des poteaux de distribution d'électricité :

Altice France demande à l'Arcep de contribuer à l'amélioration des conditions dans lesquelles Enedis consent à donner accès aux appuis communs d'électricité.

En effet, l'Arcep souligne à juste titre dans son analyse de marché que le recours par les opérateurs aux appuis communs d'électricité, gérés et exploités par Enedis, est « **indispensable** » et « **complémentaire** » aux infrastructures d'Orange.

En conséquence, Altice France exhorte l'Arcep d'user de toutes ses prérogatives pour amener Enedis à réformer les modalités d'utilisation des appuis aériens, de manière à les rendre plus équitables et raisonnables.

En particulier, Altice France dénonce le fait que Enedis impose aux opérateurs d'infrastructures FttH de prendre à leur charge financière le remplacement ou renforcement de poteaux dont la surcharge est antérieure à la pose de câble en fibres optiques.

Depuis 2022, dans le cadre de réunions animées par la fédération INFRANUM, SFR et XpFibre demandent une révision des stipulations du modèle type de convention (version mars 2015) afin de simplifier et d'améliorer les modalités d'accès aux appuis communs d'électricité. Il est important que des discussions constructives puissent se poursuivre en ce sens avec ENEDIS et la FNCCR.

Par exemple, Altice France souhaite que la convention permette à un opérateur d'utiliser temporairement un appui, notamment le temps nécessaire pour installer son propre support à proximité, étant donné qu'à ce jour ENEDIS n'est pas en mesure de s'engager formellement sur un délai de remplacement prévisible et raisonnable.

Question 3. Dans le contexte de fermeture du réseau cuivre d'Orange, identifiez-vous un besoin de maintien de la prestation NRA-SR dans le périmètre des demandes auxquels Orange doit faire droit dans le cadre de son obligation d'accès ?

Si la montée en débit et la création de NRA MED ont vocation à décliner, l'utilisation de liaisons NRA-SR reste d'actualité à ce stade. Il apparaît dès lors prématuré de retirer cette prestation de l'offre régulée GC BLO.

A l'avenir, ce type de prestation devrait pouvoir muter facilement sur une autre prestation à la demande d'un opérateur d'infrastructure FTTH, notamment pour les besoins de collecte en amont de points de mutualisation (PM).

Par ailleurs, conformément à l'analyse de l'Arcep, Altice France confirme l'importance de ne pas laisser Orange limiter artificiellement les capacités de déploiement et d'innovation des autres opérateurs, fondées sur l'utilisation des boucles locales optiques pour de nouveaux usages et services. Les conditions d'accès aux infrastructures d'Orange ainsi que les modalités de son offre GC BLO ne doivent donc pas être limitées a priori.

Question 4. Quelle appréciation portez-vous sur le périmètre des infrastructures de génie civil souterraines et aériennes concerné par l'obligation d'accès ?

Altice France constate que l'ARCEP relève : « qu'Orange a par ailleurs intégré au périmètre de son offre d'accès aux infrastructures de génie civil les traverses dès lors qu'il y déploie ses câbles de fibre optique. Pour les besoins de raccordement, Orange intègre aussi au périmètre de l'offre l'accès aux traverses initialement installées pour le déploiement de sa boucle locale de cuivre. L'Autorité estime que ces

*évolutions sont de nature à améliorer l'offre de référence iBLO d'accès à des infrastructures de génie civil appartenant à Orange et considère nécessaire qu'Orange maintienne les modalités associées. »*

Altice France souhaite attirer l'attention de l'Arcep sur le cas particulier des potelets (mats scellés il y a plusieurs décennies par les PTT sur des façades) dont le statut nécessite d'être clarifié.

En juin 2022, Orange a indiqué en réunion multilatérale que ces armements ne figuraient pas dans son SI et qu'il en serait utilisateur mais pas gestionnaire. Il est par conséquent paradoxal que les règles d'ingénierie de l'offre GC BLO interdisent aux opérateurs alternatifs la rehausse de ces supports, d'autant qu'Orange refuse de procéder à leur remplacement.

Question 5. Quelles observations avez-vous à formuler concernant les modalités opérationnelles spécifiques des prestations liées au génie civil mobilisable à des fins de raccordement final ? Quelles propositions avez-vous à soumettre concernant les délais d'instruction et de réalisation des travaux spécifiques aux prestations liées au génie civil mobilisé à des fins de raccordement final ?

**L'Arcep prévoit de maintenir les obligations imposées à Orange en 2020 mais devrait préciser leurs modalités de mise en œuvre afin d'épargner aux opérateurs alternatifs les multiples difficultés opérationnelles qui demeurent :**

- Un taux de rejet des commandes des opérateurs nettement supérieur à celui d'Orange détail, et même deux fois supérieur<sup>1</sup> concernant les déploiements « massifs » (distribution FTTH aval PM).
- Des réparations de fourreaux cassés non traitées dans les délais<sup>2</sup>, et des travaux réalisés mais sans notifications transmises par Orange à l'opérateur demandeur.
- Des délais excessifs pour prendre en compte les demandes d'accompagnement permettant d'accéder à des chambres sécurisées.
- Un processus de rénovation des appuis aériens inopérant.
- Une maintenance proactive des infrastructures par Orange déficiente, arbitraire et opaque pour les opérateurs alternatifs (cf notre contribution sur ce sujet lors de la consultation bilan et perspective).
- Une asymétrie d'information persistante sur l'état du parc d'appuis aériens Orange, ce qui constitue une pratique discriminatoire et obstructive, et ce malgré le constat de cette problématique déjà établi par l'Arcep dans sa décision n° 2017-1347 :  
*« L'Autorité considère de surcroît nécessaire de limiter les différences observées entre les informations dont dispose Orange en base et celles dont disposent les opérateurs tout au long du processus de l'offre GC BLO. »*
- Les mécanismes de désaturation et de reconstruction de fourreaux par Orange (sur des artères GC existantes) nécessitent d'être rapidement clarifiés et optimisés afin de fluidifier le processus opérationnel, sans limitation artificielle des quotas.

---

<sup>1</sup> Par exemple 23% de rejets des commandes ORT en décembre 2022, contre 12% pour Orange détail. 30% de rejets ORT en mars 2022, contre 11% pour Orange détail (source reporting GC BLO d'Orange)

<sup>2</sup> Délai médian de rénovation de conduites cassées = 39 jours ouvrés en décembre 2022

- Une expérimentation de rehausse de chambre sous chaussée lancée tardivement et qu'il convient de poursuivre.
- Alourdissement excessif du remplissage de dossiers ou d'annexes<sup>3</sup>
- Impossibilité d'extraire du portail de commande d'Orange Wholesale France (FCI) les données et informations permettant aux opérateurs de superviser globalement leurs dossiers et de contrôler l'application de pénalités.
- Apparition de bugs dans l'outil FCI qui ralentissent la mise à jour du statut de commandes<sup>4</sup>, et persistance du phénomène de désynchronisation entre le statut affiché et l'envoi de fichiers par Orange WF. Ces dysfonctionnements nuisent au quotidien à la gestion des opérations de SFR, XpFibre et de ses filiales.
- Attente depuis le printemps 2022 d'une prestation de création de chambre sans fond afin de faciliter l'adduction d'immeubles neufs.

#### **Renforcer et préciser les obligations d'Orange en matière de rénovation de son génie civil :**

Concernant la rénovation du génie civil, Altice France fait le constat qu'Orange ne respecte pas ses engagements concernant la durée maximale de réalisation des travaux après instruction de la demande de l'opérateur. Par ailleurs, les engagements de délais actuellement fixés à 3 mois pour le souterrain et à 4 mois pour l'aérien sont inadaptés et insatisfaisants, tout comme le mécanisme de pénalités associées au non-respect de ces délais, dans le niveau ne semble pas suffisamment incitatif.

Par ailleurs, l'exigence actuelle de transmission de prévisions trimestrielles est inadaptée, trop complexe sur le plan opérationnel et injustifiée puisqu'Orange connaît l'état de son patrimoine mieux que n'importe quel autre opérateur et, en particulier, devrait être parfaitement capable d'anticiper le taux d'appuis à remplacer en fonction de ses expertises et de ses statistiques.

Ces délais de rénovation par Orange sont par ailleurs incompatibles avec l'obligation réglementaire prévue par la décision n°2020-1432 qui impose aux opérateurs d'infrastructure de résoudre les problèmes de raccordement<sup>5</sup> impliquant du génie civil à réparer en 25 jours ouvrés. Or les problématiques relatives à l'état du génie civil d'Orange sont plus fréquentes à mesure de l'avancée des déploiements, notamment dans les zones où les infrastructures d'Orange sont anciennes ou inexistantes du fait de câbles en cuivre historiquement posés en pleine terre et où les poteaux représentent une part importante des infrastructures disponibles.

L'ARCEP propose de revoir les délais d'instruction et de réalisation par Orange des travaux spécifiques aux prestations liées au génie civil mobilisé à des fins de raccordement final. Altice France considère que le délai d'instruction ne devrait pas excéder deux (2) jours ouvrés et le délai de réalisation des travaux ne devrait jamais dépasser quatre (4) semaines au maximum, ce délai comprenant à la fois la réalisation opérationnelle des travaux par Orange et la notification de cette réalisation à l'opérateur d'infrastructure.

<sup>3</sup> Par exemple ajout du « % d'occupation » dans l'annexe D1

<sup>4</sup> Des commandes d'accès avec des DFT validés qui conservent le statut « en cours » durant de nombreux mois

<sup>5</sup> en cas de traitement d'un réapprovisionnement à froid

Altice France considère qu'un délai de rénovation en 4 semaines maximum est raisonnable et acceptable pour le client final, à condition qu'il s'applique aussi bien aux infrastructures aériennes que souterraines.

En outre, afin d'avertir le client final (via l'opérateur commercial) l'opérateur d'infrastructure demandeur a également besoin qu'Orange lui indique la date prévisionnelle de réparation dès l'instruction, c'est-à-dire au moment de la réponse à la demande / notification de rénovation (dans un délai de 2 jours ouvrés).

Altice France confirme, ainsi que l'ARCEP l'envisage, qu'Orange ne doit pas conditionner la réalisation des rénovations et les pénalités liées au non-respect de ses engagements à la transmission d'une volumétrie prévisionnelle de rénovations à réaliser. Altice France n'est pas favorable à l'établissement de quotas de rénovation dans les délais et, le cas échéant, considère que les volumes pour lesquels Orange s'engagerait sur des délais de rénovation d'infrastructures de génie civil en 4 semaines devraient être cohérents avec les besoins des opérateurs, afin de ne pas pénaliser les territoires qui souffrent d'une carence de génie civil réellement mobilisables.

**Altice France considère que le raisonnement développé par l'Arcep, et les évolutions envisagées, ne doivent pas se limiter au raccordement final mais s'appliquer de la même façon au déploiement.**

Bien entendu les délais d'intervention par Orange en cas de dysfonctionnement ou d'interruption de service à la suite d'un endommagement doivent être compatibles avec les engagements de rétablissement du service par les opérateurs d'infrastructure. Le respect de ces engagements est d'autant plus important que le programme de fermeture du cuivre va conduire à des interventions multiples pour déposer des câbles en cuivre dans les infrastructures qui hébergent les câbles des opérateurs de boucle locale optique mutualisée ou dédiée. Altice France souhaite que l'ARCEP anticipe la dépose du réseau cuivre par Orange, et impose d'ores et déjà à Orange de partager avec les opérateurs ses plannings d'intervention, afin de prévenir les dommages et d'éviter toute perturbation sur le fonctionnement des réseaux en fibres optiques.

Altice France observe en outre que la construction de nouveaux fourreaux représente une solution de dernier recours en cas d'infrastructure existante saturée, qui est rendue possible par l'offre de référence d'Orange pour les seuls cas de déploiements mutualisés en l'absence d'une infrastructure existante mobilisable et pour laquelle aucune autre modalité de désaturation ou de contournement n'est possible. Il convient que les modalités de désaturation et de construction de nouveaux fourreaux soient rapidement clarifiées par Orange sur le plan contractuel et rendues efficaces sur le plan opérationnel. De la même manière, Altice France rappelle l'importance qu'Orange intègre dans son offre de référence les différentes modalités qui font actuellement l'objet d'expérimentations avec les opérateurs, qu'il s'agisse de :

- La possibilité d'étudier les modalités de dépose du câble de cuivre pour permettre la désaturation du fourreau ou de l'appui en raccordement final ;
- La réhausse de chambres sous-chaussée en autonomie ;
- L'installation de chambre sans fond permettant de réduire les créations de génie civil en domaine public pour l'adduction des immeubles neufs.

En particulier Altice France déplore qu'Orange n'ait jamais donné suite aux demandes exprimées plusieurs fois par XpFibre pour expérimenter l'installation de chambre sans fond, et réitérées lors des comités « zéro cuivre » ainsi qu'en réunions multilatérales.

Altice France souhaite également souligner l'urgence de mettre en place une solution nationale de financement des extensions de génie civil nécessaires à la réalisation des raccordements complexes, notamment à la suite de la décision prise de façon unilatérale par Orange d'arrêter depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 le raccordement des immeubles neufs à sa boucle locale en cuivre et, par conséquent, la réalisation des extensions de son génie civil en domaine public.

**Précision de l'obligation de transparence afin d'imposer à Orange de transmettre les zones bénéficiant de sa maintenance proactive.**

*« L'Autorité note par ailleurs qu'au sein de réunions multilatérales organisées sous son égide durant le 5ème cycle d'analyse de marché, des discussions ont permis de définir un mode d'échange entre Orange et les opérateurs pour mieux articuler les processus de maintenance préventive des poteaux d'une part (remplacement des « étiquettes jaunes » et « étiquettes orange ») et de ceux de rénovation des poteaux pour le déploiement de la fibre d'autre part. Il convient de le poursuivre et de l'enrichir. Afin de permettre aux opérateurs d'anticiper et d'éviter autant que possible la superposition des études et des remplacements d'appuis aériens, Orange transmet depuis le 6ème cycle d'analyse de marché les informations de programmation des zones de contrôle de poteaux effectué sur l'ensemble du territoire. Pour poursuivre les mêmes objectifs et tenir compte des besoins en la matière ayant émergé au cours du cycle, il conviendra désormais qu'Orange transmette aux opérateurs, en plus des informations de programmation des zones de contrôle d'appuis aérien déjà transmises, les informations concernant les zones sur lesquelles les campagnes de remplacement des appuis aériens se dérouleront. L'Autorité sera particulièrement attentive à ce que le choix des zones soit réalisé de manière transparente et non-discriminatoire. De plus, il convient qu'Orange maintienne la mise à disposition par ses soins de l'information relative à la présence et la date de pose d'une étiquette. (...)»*

Altice France se félicite que l'opacité du programme de maintenance proactive d'Orange, dénoncée depuis de nombreuses années, ait enfin été prise en compte par l'Arcep.

Cependant, pour être efficace, l'obligation de transparence que l'Arcep envisage d'imposer à Orange devra permettre aux opérateurs alternatifs de disposer d'informations suffisamment précises et réellement exploitables à la maille communale.

Question 6. Quelle est votre appréciation de la pertinence d'une rémunération forfaitaire justifiée et proportionnée spécifique des opérateurs pour leurs prises en charge des opérations de réparations réalisées en tant que sous-traitant d'Orange ?
---

L'ARCEP envisage la définition, avec Orange, d'une grille de typologie d'interventions et de délais maximaux de réalisation des travaux par Orange ayant vocation à être intégrée à l'offre de référence d'Orange dans le cas des raccordements.

La prise en charge des travaux de rénovation directement par Orange doit être privilégiée, avec des délais compatibles avec les engagements des opérateurs d'infrastructure comme rappelé ci-dessus.

La prise en charge des travaux par les opérateurs d'infrastructure en "autonomie" (pour les opérateurs faisant le choix de cette modalité) doit être une solution de second rang, car cette option n'incite pas Orange à améliorer ses performances et, pire encore, conduit l'opérateur historique à se dédouaner de sa responsabilité d'entretien et de maintenance de l'infrastructure dont il est pourtant propriétaire.

C'est pourquoi cette solution alternative de sous-traitance doit être associée à des tarifs de remboursement équitables et cohérents avec les coûts des opérateurs, dans la mesure où les infrastructures ainsi réparées intègrent le patrimoine d'Orange. En effet, les opérateurs

d'infrastructure ne disposent pas des mêmes économies d'échelle lorsqu'il s'agit d'interventions ponctuelles pour réparer le génie civil d'Orange.

Question 7. Avez-vous des remarques concernant le délai pertinent permettant d'atteindre les objectifs de réduction des surcoûts induits par des informations vectorielles non mises à jour ?

Altice France partage le constat de l'ARCEP selon lequel « *La transmission d'informations préalables exhaustives sur les infrastructures de génie civil d'Orange sous forme de données numériques vectorielles géolocalisées est indispensable à l'industrialisation des déploiements de réseaux de boucles locales et de collecte* ».

De même Altice France confirme qu'il s'avère « raisonnable et proportionné qu'Orange donne accès à la meilleure information disponible sur l'état probable, effectif ou prévisionnel de ses infrastructures de génie civil ».

Cependant, en pratique, la fourniture par Orange de ces informations au moyen de plans (PIT) n'est pas satisfaisante car le mode opératoire actuel requiert de multiplier les commandes à la maille communale et, d'autre part, aucun signalement ne permet d'avertir un opérateur client de l'offre GC BLO qu'une mise à jour du référentiel a été effectuée par Orange. Ce mécanisme (portail serveur de PIT) apparaît manifestement obsolète, inefficace et insuffisant.

Altice France réitère à l'ARCEP sa demande d'imposer que toutes les informations cartographiques ainsi que les métadonnées associées dont dispose Orange, notamment concernant l'état de son génie civil, soient rendues intégralement accessibles aux opérateurs via une unique base de données SIG, nationale et centralisée, accessible en temps réel et directement exploitable dans les SI des opérateurs, ainsi que dans les outils ou applications mobiles des techniciens intervenant sur le terrain.

Seule cette obligation permettra de moderniser et d'améliorer l'offre régulée GC BLO en matière d'information préalable, dans l'intérêt de tous les opérateurs, aussi bien pour les opérations d'étude et de déploiement que pour les raccordements de clients finals.

**En outre**, il convient qu'Orange s'engage sur un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés pour mettre à jour ses bases de données numériques vectorielles géolocalisées à la suite de travaux sur ses infrastructures.

Comme précisé plus haut, il est indispensable que les opérations de dépose de câbles en cuivre, notamment dans le cadre du programme de fermeture du cuivre, soient intégrées aux informations préalables transmises aux opérateurs, dans les mêmes modalités que pour les opérations de dévoilement et d'enfouissement programmées par Orange.

Question 8. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, et sur les obligations connexes portant notamment sur les ressources et services associés à la fourniture de cet accès ?

Question 9. Avez-vous des observations sur l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, ou des observations liées aux précisions portant notamment sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

Altice France considère urgent et crucial d'optimiser l'offre d'hébergement NRO d'Orange.

Toutes les réclamations exprimées en 2019 par SFR demeurent d'actualité :

- Prise de RDV digitalisée pour état des lieux : une expérimentation tardive et limitée (2 UPR) or nous avons besoin d'une interface digitale efficace, dont la mise en production a malheureusement été plusieurs fois reportée par Orange<sup>6</sup> ;
- Signature électronique des annexes indoor : l'objectif de 80 % de signatures électroniques en avril 2022 n'a pas été respecté par Orange ;
- Indicateurs : l'Arcep doit monitorer le laps de temps entre la signature de l'annexe C et la mise à disposition de la commande (forte latence dénoncée par plusieurs opérateurs) ;
- Généraliser la résiliation numérique par envoi de photo.

Par ailleurs, Altice France a besoin de transparence dans le cadre du réaménagement ou de la fermeture des sites NRA. En particulier, il est important d'anticiper et de fiabiliser le planning prévisionnel d'Orange (préciser les dates de début et de fin de travaux) et de partager le statut des NRA (pérennes ou non).

De plus, Altice France réaffirme le besoin d'obtenir les extractions du référentiel technique et commercial d'Orange Wholesale France.

Question 10. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence en particulier s'agissant de la publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Altice France demande à l'Arcep d'être vigilante concernant l'harmonisation par Orange de son offre de dégroupage avec l'offre d'hébergement NRO.

En outre, le cycle à venir sera marqué par la mise en œuvre du projet d'Orange de fermeture de sa boucle locale en cuivre, par conséquent il est essentiel et proportionné, au regard des obligations « *de transparence et de non-discrimination et de l'évolution de l'occupation des infrastructures physiques de génie civil d'Orange qui accompagnera la fermeture de son réseau cuivre* » qu'Orange fournisse aux opérateurs, avec un délai de prévenance raisonnable, toutes les informations permettant d'anticiper les impacts de ces opérations, notamment au niveau des sites NRA amenés à être fermés.

---

<sup>6</sup> L'interface RESACLICK, annoncée pour mars 2023, est dépriorisée par Orange qui ne semble pas en mesure d'indiquer un calendrier précis et fiable en réunion multilatérale



Question 11. Avez-vous des observations à partager sur le niveau des pénalités proposées par Orange dans ses offres de référence et leurs modalités de mise en œuvre, notamment concernant l'appréciation du caractère suffisamment dissuasif garantissant le respect par Orange de ses obligations ? Identifiez-vous des besoins d'évolutions du mécanisme ou des modalités de mise en œuvre des pénalités proposées par Orange dans ses offres de référence ?

Altice France fait le constat qu'Orange ne respecte pas ses engagements concernant la durée maximale de réalisation des travaux après instruction de la demande de l'opérateur, soit 3 mois pour le souterrain et à 4 mois pour l'aérien. Le niveau des pénalités associées au non-respect de ces délais ne semble pas suffisamment dissuasif, ce qui conduit les opérateurs à devoir réaliser les travaux de rénovation par leurs propres moyens malgré des niveaux de remboursement insuffisants.

Par ailleurs, il est primordial que le mécanisme de pénalités prévu par l'offre GC BLO d'Orange soit auto-imputable sans action préalable de l'opérateur d'infrastructure ; cette demande semble raisonnable au regard des capacités de développement d'Orange.

En complément, Altice France réitère le besoin de disposer d'une solution d'extraction des données à partir du FCI d'Orange, de manière à contrôler l'application de pénalités.

Question 12. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, en particulier les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Altice France n'a pas d'observation sur ce sujet.

Question 13. Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Altice France renvoie l'ARCEP à sa réponse à la question D1.1.11 de la consultation "Bilan et Perspectives"

Question 14. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Altice France n'a pas d'observation sur ce sujet.

Question 15. Au cours des réunions multilatérales organisées sous l'égide de l'Arcep, Orange s'est engagé à proposer des données permettant de respecter ce principe. Avez-vous des suggestions à partager concernant la mise en œuvre de ce principe ?

L'annexe 4 du projet de décision dispose notamment, en matière de connaissance des réseaux et de qualité de service, que « Orange transmet à l'Autorité et aux opérateurs, dans un format permettant une réutilisation facile des données, un ensemble de données permettant de s'assurer de l'effectivité de la qualité de service. Il est accompagné d'une notice précisant la définition de chacune des données présentes. »

Altice France est pleinement favorable à cette disposition, mais réitère l'impérieuse nécessité d'obtenir également d'Orange :

- L'accès intégral et direct à une base SIG centralisée incluant les métadonnées sur l'état du génie civil aérien et sous-terrain d'Orange ;
- Une solution d'extraction des données présentes dans l'outil de commandes FCI ;
- Et des informations réellement exploitables à la maille communale concernant les travaux de maintenance préventive qu'Orange réalise de sa propre initiative.